

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 02/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DECATHLON FRANCE

Pôle 430
68270 Wittenheim

Références : 0006704980_2025_08_21_Decathlon_VIIC_Suivech
Code AIOT : 0006704980

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2025 dans l'établissement DECATHLON FRANCE implanté 16 rue du Périgord, 68270 WITTENHEIM. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi des échéances:

- Contrôle des plans d'action mis en place par l'exploitant, afin de répondre aux non conformités constatées dans le cadre de la visite d'inspection du 16 avril 2024 (Action régionale 2024 _ "Risque incendie dans les entrepôts") ayant fait l'objet d'une mise en demeure par arrêté du 22 mai 2024.

Accessibilité des matières stockées:

- Vérification des lieux et moyens convenus avec les services de l'État afin d'accéder à l'état des matières stockées en cas de sinistre.

Référentiels utilisés:

- Arrêté préfectoral du 22 mai 2024 portant mise en demeure à la société DECATHLON.
- Arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECATHLON FRANCE
- 16 rue du Périgord, 68270 Wittenheim
- Code AIOT : 0006704980
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DECATHLON SA exerce sur ce site des activités dans le domaine de la logistique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Accessibilité de l'état des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe 2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées - risques accidentels	AP de Mise en Demeure du 22/05/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Etat des matières stockées - besoins d'information de la population	AP de Mise en Demeure du 22/05/2024, article 2	Levée de mise en demeure
3	Plan de défense incendie	AP de Mise en Demeure du 22/05/2024, article 3	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence un retour à la conformité des installations de l'exploitant vis à vis des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 22 mai 2024 mais également une non-conformité relative à la définition de l'accessibilité de l'état des matières stockées par les services de l'État.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées - risques accidentels

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/05/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 1.4.I de l'annexe 2 de l'Arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé : " L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, [...] cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.[...] Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.[...] "
Constats : Lors du contrôle initial en date du 16 avril 2024, l'Inspection avait constaté : <ul style="list-style-type: none">• des incohérences dans les états des matières stockées, ne permettant pas de discriminer les quantités stockées par cellule ;• l'absence d'un plan des zones de stockage, accessible dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées ;• l'absence, à minima, des grandes familles de produits ou matières, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie ; En introduction du présent contrôle, l'exploitant a présenté à l'Inspection la version à jour de son outil assurant le suivi de l'état des matières stockées. Cette application informatique, adossée à l'inventaire des stocks, permet d'extraire à la demande : <ul style="list-style-type: none">• un état de l'ensemble des matières stockées combustibles discriminé par zone de stockage,• un état des matières stockées spécifique pour les produits présentant des mentions de dangers. Après analyse conjointe avec l'exploitant, de ces 2 états des matières stockées, l'Inspection constate que l'état des matières stockées discrimine les quantités (volumes en tonnes) stockées par cellule. Il est également constaté que les dénominations des cellules dans l'état des matières stockées sont identiques à celles mentionnées sur le plan des zones de stockage intégré à l'état des matières stockées. Au cours de la visite, l'Inspection a par ailleurs constaté que la typologie utilisée pour établir l'état des matières stockées relatif aux matières dangereuses s'appuie sur les rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour chaque rubrique, sont mentionnées la dénomination de la rubrique (ex. stockage de produits explosifs, liquides comburants de catégorie 1,2 ou 3...) et

sont listées les mentions de danger associés aux produits stockés.
Au vu de ces éléments, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : État des matières stockées - besoins d'information de la population

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/05/2024, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 1.4.I de l'annexe 2 de l'Arrêté Ministériel du 11 avril 2017 susvisé :</p> <p>" L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, [...] un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors du contrôle initial en date du 16 avril 2024, l'exploitant avait informé l'Inspection, ne pas être en possession d'un document synthétique et vulgarisé de son état des matières stockées afin de répondre aux besoins d'information de la population.</p> <p>Au cours de l'examen conjoint de l'état des matières stockées combustibles réalisé dans le cadre du contrôle du point 1 du présent rapport, l'Inspection constate que par conception, ce document définissant les quantités présentes au sein de chaque zone de stockage, est suffisant, synthétique et vulgarisé pour répondre à la prescription susvisée.</p> <p>Ces éléments n'appellent plus de remarque de la part de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/05/2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions suivantes du point 23 de l'annexe 2 de l'Arrêté Préfectoral du 11 avril 2017 susvisé :</p> <p>" [...] Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir

avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- [...]
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent.[...] "

Constats :

Lors de l'inspection initiale en date du 16 avril 2024, il avait été constaté l'incomplétude du Plan de Défense Incendie présenté par l'exploitant sur les points suivants :

- l'absence de justification des compétences précises du personnel susceptible d'intervenir avec des extincteurs et/ou RIA, tant en termes de formation, de certification que d'entraînement ;
- l'absence d'un plan lisible permettant de localiser les murs coupe-feu ;
- l'absence d'un plan des réseaux lisible prévu au point 1.6.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 ;
- l'absence de description des dangers pour chaque local dde l'entrepôt et de consignes précises pour l'accès des secours à tous les lieux du site comme prévu au point 3.5 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 ;
- l'absence d'un plan de principe décrivant l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations ;
- l'absence d'un plan exhaustif localisant les commandes de désenfumage ;
- l'absence de localisation sur un plan du PDI de interrupteur général situé dans le local TGBT ;
- l'absence de mesures visant à réduire le risque d'incendie à l'occasion d'une période d'indisponibilité du système d'extinction automatique.

Afin de justifier le retour en conformité, l'exploitant a transmis, à la date de rédaction du présent rapport, la version actualisée de son Plan de Défense Incendie (PDI).

Après analyse par l'Inspection de ce document opérationnel, il a été constaté que celui-ci a été intégralement mis à jour et intègre désormais les éléments visés par la prescription susvisée.

L'exploitant a par ailleurs précisé avoir adressé par courrier recommandé avec accusé de réception, la version mise à jour de son PDI au service de défense incendie du haut-Rhin (SDIS 68). L'accusé de réception correspondant a été transmis à l'Inspection, confirmant ainsi la bonne réception de ce document par le SDIS 68.

Dans le cadre de ce contrôle, l'Inspection s'est également attachée à vérifier par échantillonnage, au sein de l'exploitation, la cohérence entre certains éléments du PDI et la situation réelle observée sur site, notamment, la localisation :

- de la vanne destinée à la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie ;
- des commandes de désenfumage situées dans les cellules n° 1 et 2 ;

- de l'interrupteur central situé dans le local TGBT.

Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.

Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Accessibilité de l'état des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4 de l'annexe 2

Thème(s) : Autre, Accessibilité de l'état des matières stockées

Prescription contrôlée :

« [...] Cet état (des matières stockées) est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance [...] »

Constats :

Au cours de la réunion en salle, l'Inspection a constaté que l'exploitant n'était pas en mesure de justifier d'échanges dans les différents services de l'État cités dans la prescription, sur les modalités d'accès à son état des matières stockées.

L'Inspection considère ainsi que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription susvisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois